

panorapresse.ouest-france.fr

2 classes et 4 postes supprimés ? Mobilisation massive dans ce collège du Calvados

4-5 minutes

Le collège Roger-Bellair de Thury-Harcourt-le-Hom ([Calvados](#)) risque de perdre deux classes. Parents et enseignants étaient mobilisés ce mardi 24 mars 2026.



Parents, élèves, enseignants et élus réunis devant le collège Roger-Bellair de Thury-Harcourt-le-Hom ([Calvados](#)) : une mobilisation d'ampleur, soutenue notamment par les élus, pour dénoncer les suppressions de classes annoncées.

À [Thury-Harcourt-le-Hom \(Calvados\)](#), le collège Roger-Bellair a tourné au ralenti mardi 24 mars 2026. À l'appel des parents d'élèves et des enseignants, une grève largement suivie a vidé l'établissement : seuls 35 élèves sur 499 étaient présents, signe d'une mobilisation exceptionnelle contre les annonces de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale du Calvados. Au cœur de la contestation : la fermeture de deux classes et la suppression de quatre postes de professeurs envisagées pour la rentrée prochaine. Une décision jugée incompréhensible par la communauté éducative, qui redoute une dégradation des conditions d'apprentissage.

« Une éducation au rabais » dénoncée par les parents

Représentante des parents d'élèves, Eva Decourseulle ne cache pas son inquiétude face à cette réorganisation :

Pour les familles, cette mobilisation vise avant tout à défendre la qualité de l'enseignement : « On ne peut pas accepter une éducation au rabais pour nos enfants. »

L'appel à ne pas envoyer les élèves en cours a donc été largement suivi, transformant la journée en véritable « collège mort ».

Des enseignants mobilisés pour les conditions d'apprentissage

Du côté des professeurs, la colère est tout aussi vive. Nadia Miliani et Estelle Lebreton, enseignantes, pointent les conséquences concrètes de ces suppressions : classes plus chargées, suivi individualisé plus difficile, et fatigue accrue des équipes.

Éducation : le Bocage virois face à une vague de suppressions de classes et d'options

« On parle de classes à 30 élèves, parfois plus. Dans ces conditions, il devient compliqué d'accompagner correctement chaque élève », souligne l'une d'elles.

Toutes deux insistent également sur un contexte déjà tendu : « Les besoins augmentent, notamment pour les élèves en difficulté, et les moyens, eux, diminuent. »

Une direction contrainte par les règles académiques

Face à la contestation, le principal, [Stéphane Bruneau](#) de la Salle, rappelle que ces décisions s'inscrivent dans un cadre strict :

Des seuils fixés au niveau académique déterminent alors le nombre de classes : « Ce ne sont pas des choix locaux. On applique les moyens qui nous sont donnés. »

S'il comprend la mobilisation, il nuance : « On ne se retrouve pas avec des classes à 35 élèves. Mais oui, elles seront plus chargées, autour de 28 à 30 élèves. »

La maire en soutien, prête à défendre le dossier

Présente dès 8 h 15 devant l'établissement, la maire [Lynda Lahalle](#) est venue afficher son soutien à la mobilisation.

« Je suis là pour comprendre les enjeux et défendre le territoire », explique-t-elle, annonçant un rendez-vous prochain avec l'inspection académique.

Une classe menacée près de [Flers](#) : les parents d'élèves frappent fort pour dire non

L'élue questionne la logique strictement comptable : « Est-ce qu'on peut se limiter à des analyses financières ? Il faut regarder au-delà, notamment le bien-être des enfants. »

Elle pointe également des incohérences dans les chiffres avancés et appelle à une vision plus globale : « On nous parle de baisse d'effectifs, mais un lotissement va voir le jour. Il faut anticiper l'avenir. »

Pour elle, cette baisse pourrait être une opportunité : « On pourrait en profiter pour réduire les effectifs par classe à 25 élèves, ce qui serait bénéfique pour tous. »

Un combat local aux enjeux nationaux

Derrière cette mobilisation locale se dessine une problématique plus large : celle de la gestion des moyens de l'Éducation nationale face à la baisse démographique.

Une foule se bat pour le maintien des options de son lycée en [Normandie](#), et contre des fermetures de classe

Au collège Roger-Bellair, la journée du 24 mars aura au moins permis d'envoyer un message fort. Parents, enseignants et élus espèrent désormais être entendus avant la décision définitive.